



Le Chili, pion dans la subversion des Etats-Unis contre le Venezuela et la Bolivie.

Par [Heinz Dieterich](#)

Mondialisation.ca, 19 novembre 2006
Rebelión 19 novembre 2006

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

1. Les trois fronts d'attaque

La nouvelle stratégie de Washington pour détruire Hugo Chavez et Evo Morales a trois fronts d'attaque :

- 1. La rupture de la relation entre le Venezuela et la Bolivie, particulièrement en matière énergétique et militaire ;
- 2. Le remplacement du gouvernement de Nestor Kirchner par un oligarchique et néolibéral et,
- 3. Le fraude électorale en Équateur au second tour et le sabotage du triomphe de Daniel Ortega.

Le principal front est la relation entre Hugo Chavez et Evo Morales.

Les moyens de subversion sont :

- a) Le gouvernement du Chili, particulièrement ses forces armées pinochetistes
- b) L'ambassadeur des Etats-Unis Philip Goldberg et,
- c) Le gouvernement espagnol.

2. Le rôle du Chili

La stratégie pour liquider « la révolution démocratique et culturelle » d'Evo Morales, suit les schémas que Washington a utilisé pour détruire la triomphante Révolution bolivienne de 1952 :

- a) Recréation de l'armée régulière, détruite dans la Révolution, pour remplacer les milices minières et ouvrières, à partir de 1954
- b) Programmes d' «aide » sociale et pénétration culturelle,
- c) La création de dépendances économiques.

Parmi les États subversifs, la Maison Blanche lui a assigné un rôle central à l'Etat chilien. La présence d'un gouvernement « social-démocrate » dirigé par Michelle Bachellet fournit une couverture appropriée pour l'application d'une realpolitik subversive dans la mouvance de Pinochet-impériale, qui est interprété parfois comme une politique de construction d'une « confiance mutuelle » entre les deux pays, comme a dit, il y a dix jours, le chancelier bolivien, David Choquehuanca, qui a ajouté que les contacts au niveau de militaires seront aussi étendus à d'autres univers comme le social, politique, éducation et culturel entre les deux pays, qui n'ont pas de relations diplomatiques depuis 1978.

3. « Le rideau de fumée » de l'ouverture commerciale et de l'accès bolivien à la mer.

Fin octobre, le Sous-secrétaire d'État aux Affaires Politiques, des Etats-Unis, Nicholas Burns, a révélé en Colombie que le gouvernement de George Bush demandera aux congressistes l'extension de privilèges douaniers pour les pays andins, liés à la lutte antidrogues (ATPDEA). A La Paz, le nouvel ambassadeur américain Philip Goldberg, architecte de la balkanisation de la Yougoslavie - celui qui distribue généralement des cadeaux de l'USAID aux paysans appauvris des provinces, pour qu'ils voient que « l'oncle Sam n'est pas méchant » - a demandé de la « patience » pour connaître les résultats de ses actions. « Nous n'avons pas oublié l'affaire et nous allons essayer de faire quelque chose, au moins traiter le sujet avant la fin d'année », a-t-il dit aux journalistes.

Les taxes douaniers de l'ATPDEA sont un des principaux moyens de chantage de Washington pour la pénétration militaire et policière en Bolivie. Maintenir cette mauvaise affaire, signifie donner de la confiture aux cochons. On calcule qu'en 2005, environ 160 millions de dollars d'exportations boliviennes sont entrés aux Etats-Unis dans ce cadre. Celles-ci sont des miettes comparées aux milliers de millions de dollars que la Bolivie pourrait exporter aux deux principaux pays du thé, l'Inde et la Chine, avec les feuilles de coca, si elle obtenait de casser le blocus politique d'Occident sur cette marchandise. Les pays andins ne devraient pas mendier des privilèges à Washington, mais débloquent leur principale source d'accumulation de capital futur : la commercialisation de la feuille de coca.

Surprenant, le 30 octobre, l'Institut Bolivien de Commerce Extérieur a annoncé une belle initiative de la bourgeoisie Chilienne. A l'exception de huit marchandises, le Chili a ouvert son marché sans restriction à 6.000 produits boliviens, « le meilleur accès que le Chili a accordé à un partenaire ». Même les Etats-Unis n'ont obtenu une telle générosité du gouvernement chilien. Et, en plus : l'ouverture est unilatérale, c'est-à-dire, Bolivie ne devra pas faciliter plus l'accès au voisin pays. Pourquoi tant d'humanisme de la bourgeoisie de droite, à l'heure actuelle ? Pour deux raisons : elle veut entrer directement dans le négoce du gaz et elle veut sortir la Bolivie de l'intégration énergétique, commerciale et militaire avec le Venezuela.

4. La pénétration militaire.

4.1 « Le bastions subversifs de l'Amérique du Sud ».

L'élément clef de la politique de Washington est le contrôle de l'appareil policier de la nation. À cet effet, il essaye de mettre en œuvre une politique de rupture des relations militaires entre le Venezuela et la Bolivie. L'empire a obtenu quelques succès, en déplaçant pas à pas les Forces Armées du Venezuela et en les remplaçant par les Forces Armées du Chili et celles de l'Espagne. Tout ce processus s'effectue derrière une campagne propagandiste à niveau mondial.

La signature d'un accord logistico-militaire de défense, entre le Venezuela et la Bolivie, le 26 mai 2006 - dont la ratification a été bloquée postérieurement par le Sénat Bolivien, tenu fermement entre les mains de la droite pro impérialiste - a fourni le prétexte propagandiste pour le stratagème de rupture. En faisant usage de son pouvoir journalistique et politique mondial, Washington a orchestré une campagne médiatique et politique puissante, qui a mis le Venezuela et la Bolivie sur la défensive et menace la collaboration avec les Forces Armées de la Bolivie.

Carlos Alberto Montaner, une de plumes les plus toxiques de l'empire, a écrit vers le milieu du mois d'octobre que « Hugo Chavez construira 20 bases militaires en Bolivie », qui « resteront sous le contrôle de militaires vénézuéliens et cubains » et qui transformeront la Bolivie, « le cœur de l'Amérique latine, en bastion subversif de l'Amérique du Sud. Caracas-La Havane, et maintenant La Paz, sont la nouvelle Moscou, la mère et le père du socialisme mondial. Et la tâche qui leur a été assignée, commence par la conquête révolutionnaire de l'Amérique du Sud et l'installation dans toutes ces nations de gouvernements connexes qui collaborent pour la bataille finale contre 'l'impérialisme'. » Chavez construit « la plus grande Armée hispanophone, un million deux cent mille hommes qui auront à leur disposition la force aérienne la plus destructrice de la toute l'Amérique du Sud. Quand cet appareil sera lubrifié il n'hésitera pas à l'utiliser, comme s'est arrivé avec les forces armées cubaines (en Angola- H. D.). »

Ici, le propagandiste de la doctrine du Pentagone met en lumière les raisons de l'épidémie de fraudes électorales en Amérique latine et, en même temps, montre vraiment le fait que le modèle de confrontation militaire avec le gouvernement vénézuélien est celui du Nicaragua sandiniste (du milieu des années 80, avec Negroponte l'actuel patron de l'espionnage USA) : blocus de vente d'armes depuis l'extérieur, comme Bush a obtenu avec la France, le Brésil et l'Espagne, et l'utilisation sans scrupule de la publicité noire, comme, par exemple, la soit disant importation de mille avions de combat, apportés depuis la Corée du Nord pour les Sandinistes (toujours dans les années 80).

4.2 La pénétration des militaires pinochetistes

Le 23 septembre, l'ex commandant de l'Armée de Terre, Marcelo Antezana, général dans la réserve active, a déclaré au journal « La Prensa » que les Forces Armées sont inquiètes par les supposées intentions du Président de s'aligner avec « l'axe Cuba- le Venezuela », « un courant international... intégré par les mulâtres des Caraïbes ».

Si dans le haut commandement bolivien on n'aime pas les mulâtres, par contre en effet sont bien appréciés les blancs héritiers de Pinochet dans l'armée chilienne. Le 17 août, l'actuel Commandant Général de l'Armée de Terre de la Bolivie, « Freddy » Bersatti, accompagné par une délégation de hauts gradés, a été invité par l'Armée Chilienne, pour recevoir « la reproduction de l'Épée de Bernardo O'Higgins [1], distinction livrée par l'Armée du Chili à des personnalités en visite ». « Avec cette épée, vous recevez l'offre de l'Armée du Chili d'ouvrir ses écoles à l'Armée bolivienne et à ses membres », a dit le Commandant en Chef de l'Armée du Chili, Général Oscar Izurieta, « pour qu'avec leur présence dans nos cours ils contribuent au renforcement de la paix ».

Le nouveau printemps entre les généraux de l'école Pinochet et les généraux boliviens a été prolongé par une semaine de plus dans le pays d'O'Higgins. Pour la coopération militaire avec le Venezuela, par contre, on n'a pas trouvé le temps nécessaire. Une mission militaire de travail au Venezuela a été annulée sans explication de la part les généraux boliviens, frustrés probablement par l'impossibilité vénézuélienne de satisfaire gratuitement des utopiques et démesurées demandes de matériel de guerre et d'instructeurs.

Pendant ce temps, le ministre de Défense de la Bolivie, « Walker » San Miguel, a décidé avec l'ambassadeur balkanisateur Goldberg le développement de la future base antidrogues et du « Programme Horizons Nouveaux », qui inclut la présence de Marins des Etats-Unis dans plusieurs zones rurales de la Bolivie. La base de Caranavi, située à 250 kilomètres au nord de La Paz, est un village tête de pont avec une connexion à la forêt amazonienne. Les

Etats-Unis collaboreront à la construction de la base, qui sera dirigée par des militaires des deux pays (! ! !) Washington avait déjà pris part à la construction d'une base « antidrogue » et une piste d'atterrissage à Chimoré, à quelque 550 kilomètres à l'est de La Paz. Le programme « Nouveaux Horizons » est, selon Goldberg, « un exercice pour nos militaires dans le domaine humanitaire (en secteur rural) et pour construire des œuvres civiles et humanitaires ». Il ne dépassera « pas plus de 200 militaires... des Etats-Unis ».

Vendredi, 3 novembre, Izurieta est arrivé à Santa Cruz, pour une réunion avec le commandant de la Huitième Division de l'Armée bolivienne, Ramiro Orellana. « C'est une visite (...) avec agenda ouvert, mais indubitablement nous cherchons faire quelque choses ensemble dans le futur, comme font nos gouvernements et je crois que nous allons par le bon chemin », a souligné le Général.

Le Commandant en Chef de l'armée bolivienne, Freddy Bersatti, a indiqué que son semblable chilien recevra une reproduction du sabre de commandement des Forces Armées du pays. Bersatti a qualifié la réunion et les gestes envers le Général chilien comme de la « réciprocité », afin de « marquer la confiance mutuelle entre les deux armées ».

A Santa Cruz et Cochabamba, le commandant Chilien visite des unités militaires et partage des expériences avec des chefs militaires boliviens. « Pour nous c'est une visite protocolaire de rapprochement entre les peuples », a dit le colonel bolivien, Franco. A La Paz, Izurieta aura une réunion avec le haut commandement militaire et avec le ministre de la Défense, Walker San Miguel. Il est aussi prévu un voyage au Chili de San Miguel et en décembre le ministre Chilien de la Défense, Vivianne Blanlot, se rendra en Bolivie.

4.3 La pénétration militaire espagnole

Fin octobre, début novembre - le Ministre de la Défense Walker San Miguel, qui fut sous le gouvernement du néolibéral Gonzalo Sánchez de Lozada un des promoteurs des privatisations des entreprises étatiques, comme, par exemple, l'Entreprise Nationale de Chemins de fer de la Bolivie (ENFE) qui a été conquis pour l'anglo-chilienne « Entreprise Ferroviaire Andine S.A » - a informé que le Gouvernement d'Espagne soutiendra la modernisation des Forces Armées boliviennes. À cet effet une délégation de dix chefs militaires espagnols est venue à La Paz dans le but de mener à bien « un large agenda de rapprochement avec les autorités boliviennes », dont, la Haute Commande Militaire du pays des hauts plateaux.

Une part des accords qui ont été signés comprennent la qualification « de militaires espagnols dans des cours de Haute Montagne, de Plongée en altitude et de formation dans des académies militaires » de la Bolivie, tout comme la coopération dans la fabrication des armements. Selon l'ambassadeur espagnol, Francisco Montalban, la Bolivie est « un allié stratégique de l'Espagne et un pays 'd'intérêt maximum et prioritaire pour son gouvernement' ».

L'Espagne est, rappelons le, aussi le pays, dont les forces armées ont soutenu pendant des décennies la tyrannie du Général Franco, comme les chiliens celle de Pinochet, qui ont pris part à l'assassinant de la population de l'Irak avec l'invasion occidentale, et dont le gouvernement Aznar a été mêlé au coup d'Etat militaire contre Hugo Chavez et dont le gouvernement actuel a refusé de vendre des avions au Venezuela, parce qu'ils contiennent quelques éléments techniques des Etats-Unis.

Il se peut que l'avocat et technocrate Ministre de Défense, Walter San Miguel, ne connaisse pas ces « détails » ou qui ne lui paraissent pas importants. Le plus probable c'est, toutefois, qu'il cède aux pressions des généraux anti-mulâtres et de l'école pinochet de ses Forces Armées. Si ceci était ainsi, la Révolution bolivienne d'Evo Morales devrait le remplacer le plus tôt possible : au nom de sa propre légitime défense et pour le bien des peuples de la Grande Patrie.

Par [Rebelión](#). Espagne, le 8 novembre 2006.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi

Notes :

[1] [Bernardo O'Higgins](#), Libérateur et Père de la Nation.

La source originale de cet article est Rebelión
Copyright © [Heinz Dieterich](#), Rebelión, 2006

Articles Par : [Heinz Dieterich](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca